

16 - 31 mai  
2000

n° 135

septième  
année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique · ÉCONOMIE · FINANCES

Transport

**DANZAS**  
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

Tirer sur le riz ?

**O**n s'accorde généralement à penser que lors de l'imminente réunion du CG à Paris, les bailleurs de fonds répondront favorablement à la demande du Cambodge : 1,5 milliard de dollars sur 3 ans. Ils considéreront que le gouvernement a fait des efforts qui justifient cette confiance.

C'est sur les effets de l'aide que de plus en plus on s'interroge. Si l'on reconnaît qu'il y a un certain enrichissement général, que le PNB par tête a augmenté quelque peu depuis 1993, on observe aussi que les plus pauvres ne sont pas moins pauvres; qu'il y a création d'une certaine "classe moyenne", surtout à Phnom Penh, mais très peu nombreuse; et que les déjà riches continuent à s'enrichir. En somme le rendement de l'assistance est très faible.

Comment l'expliquer ? Faut-il incriminer les méthodes et les circuits de l'assistance étrangère - c'est la faute des bailleurs de fonds, qui "baillent" en aveugles - ?

Ou bien la lenteur obligée des progrès, qui ne peuvent venir qu'au rythme, forcément lent, de l'éducation, de la formation, des infrastructures, ... de sorte qu'il ne sert à rien de s'impatienter : on ne fait pas pousser le riz plus vite en tirant dessus ...

Ou bien encore faut-il incriminer le gouvernement ? C'est tentant bien sûr.

Il peut y avoir plus efficace : aider le gouvernement à améliorer le fonctionnement de la machine gouvernementale, à en réduire les "fuites", à installer la "bonne gouvernance".

Il fait preuve de volonté dans ce domaine : les forêts, les armes individuelles, la drogue, certains gouverneurs, certains terrains, les faux certificats d'origine, etc ... ont fait l'objet d'interventions fortes.

C'est là peut-être que l'assistance serait la plus utile : aider le gouvernement à imposer la transparence, l'application des lois, et leur contrôle.

c. n.

## OM YENTIENG

Conseiller du Premier ministre Hun Sen

### L'affaire du stupa pour les victimes du 30 mars 1997 - Sam Rainsy : le poivre dans la soupe - Procès : les dernières concessions de Hun Sen

**D**ans l'affaire du "stupa" érigé en face de l'Assemblée nationale, la question n'est pas que l'opposition, ou le gouvernement, l'emporte. Ce qui doit gagner, c'est la loi. Il faut dépolitiser cette affaire pour la voir clairement. Pour l'instant, on est dans la poussière de Sam Rainsy, on ne voit pas le soleil.

#### Faut-il un monument pour les victimes du 30 mars 97 ?

Faut-il dresser un monument en mémoire des victimes de l'attentat du 30 mars 97 ?

Ce n'est pas évident. Cela n'a pas été fait en d'autres circonstances.

En juillet 1997 aussi il y a eu des événements douloureux.

Lorsqu'un avion s'est écrasé à Pochentong avec, à bord, des médecins coréens venus inaugurer une formation post-universitaire qui était un don de ces médecins, il a été question d'un monument sur les lieux de l'accident. L'idée a été écartée parce que les visiteurs auraient pu être impressionnés. On a choisi d'apposer une plaque devant la faculté de Médecine.

Quant au monument à l'amitié khméro-vietnamienne, ce n'est pas un monument aux morts, il est là en souvenir des vies sauvées du régime génocidaire.

#### Sam Rainsy utilise les morts pour son profit personnel

Dans le cas du stupa de Sam Rainsy, sans les poussières, on voit que ce n'est pas pour les 16 morts qu'il agit, mais pour lui-même. Comme déjà auparavant, il utilise le sang de ses compatriotes à son profit.

On lui a demandé de trouver une place convenable pour ce stupa. On lui a proposé le Wat Botum. Il a toujours refusé.

#### Les cendres doivent reposer à la pagode

Mais selon la tradition khmère, c'est à la pagode que les morts doivent reposer, que ces âmes perdues peuvent trouver un bon emplacement. 98 % des Khmers sont de cet avis. Très rares sont ceux qui préfèrent le terrain d'une maison privée.

#### Respecter la loi

Et puis Sam Rainsy doit respecter la loi et demander l'autorisation à la municipalité : lorsqu'il demande le renouvellement de son passeport français, il se plie au règlement. Pourquoi pas dans ce cas-là ?

#### Une plaque commémorative, pourquoi pas ?

Dans cette affaire, il faut dépolitiser et séparer l'aspect religieux. Personnellement, je ne verrais pas d'inconvénient à une plaque commémorative sur le lieu de l'attentat. Mais de toutes façons c'est au gouverneur de Phnom Penh qu'il appartient de décider.

#### Dans l'opposition à vie ?

Sam Rainsy, s'il ne crée pas d'histoire, il ne peut pas dormir.

Son ambition est d'être Premier ministre, mais il se comporte comme s'il voulait être dans l'opposition à vie. Il fait une politique démagogique qui empêche son parti de se développer.

Si je lui donnais un conseil, ce serait sincèrement : "faites ce qui n'a pas d'inconvénient pour vous-même, faites en sorte de ne pas vous nuire !".

Mais il n'a pas de vocation à construire. Il ne saisit pas les vrais dossiers, il ne voit pas les choses réelles, il voit plutôt des choses rêvées ou inventées.

Il reste comme le poivre, comme le piment dans la soupe. Même après les élections, il ne dépassera pas ce rôle de piment.

#### Une opposition constructive pourrait vaincre le gouvernement

Le gouvernement craindrait plutôt les vraies critiques constructives.

Une vraie opposition constructive, qui se conduirait comme le fait un sportif, si elle existait, pourrait vaincre le gouvernement, pourrait gagner facilement les élections.

Au PPC nous pensons que personne n'est indispensable. On est très démocratiques; les discussions sont de vraies discussions. S'il y a un conflit, on l'accepte.

Même Hun ne se croit pas indispensable. Mais sa force, il la tient du vote des villageois, au vote de millions de gens. Nous sommes tous maintenant dans la même voie démocratique.

Les trois partis peuvent avoir leurs problèmes internes, mais ce n'est pas des personnes particulières qui pourraient aujourd'hui bouleverser la situation.

#### Pas de remaniement ministériel maintenant

Non, il n'est pas question dans l'idée du Premier ministre de remaniement ministériel. Le gouvernement actuel n'a qu'un peu plus d'un an; il faut le laisser travailler. Après deux ans, un remaniement devient plus envisageable. Mais

(suite page 2)

A l'intérieur

Entretien Om Yentieng :  
le stupa de Sam Rainsy  
Procès :  
dernières concessions pp. 1 - 2

Pochentong et Siem Reap pp. 3 - 4  
Construction, Bâtiment  
Equipements pp 4 - 5  
Livres et articles sur la Chine p. 8



(suite de la page 1)

# OM YENTIENG

pour le ministre des Finances Keat Chhon, qu'il reste ou non ne dépend que de lui. Les rumeurs de son départ son non-fondées.

## Procès : La solution est très prochaine

Concernant le procès des khmers rouges, le silence vient de New York. Mais la solution est maintenant très prochaine. Kofi Annan doit s'exprimer dans les prochains jours. Le sénateur John Kerry, après son séjour au Cambodge, doit encore discuter avec Kofi Annan, puis Kofi Annan écrit à Hun Sen, qui écrit à son tour pour confirmer son accord. On retravaille le projet de loi. Et l'Assemblée peut alors commencer à discuter.

## Les derniers compromis

La dernière difficulté venait de l'hypothèse où les deux procureurs, l'un cambodgien l'autre étranger, ne seraient pas d'accord : l'un voudrait poursuivre un suspect, l'autre ne le voudrait pas. Comment sortir de l'impasse ? Dans ce cas, on confie le litige

à une commission, qui comporte des juges cambodgiens et étrangers : 3 cambodgiens et 2 étrangers.

Il a été décidé que la décision de suivre un procureur ou l'autre, de poursuivre ou de ne pas poursuivre, serait prise à une super-majorité de 4 juges sur 5, ce qui implique donc obligatoirement un juge étranger. Il y avait dès lors deux options :

- ou bien cette super-majorité a le pouvoir de bloquer : si elle n'est pas atteinte, on poursuit, l'accusé passe en jugement. Dans ce schéma, un seul juge étranger peut bloquer la poursuite; les 3 juges cambodgiens ne le peuvent pas;

- ou bien cette super-majorité est au contraire nécessaire pour poursuivre, pour accuser. Si elle n'est pas atteinte, on ne poursuit pas. Dans ce cas, il suffit que deux juges cambodgiens sur trois refusent de poursuivre, pour que l'on ne poursuive pas.

[On voit que dans la sec-

onde hypothèse, le côté cambodgien avait la possibilité s'il le voulait de "protéger" tel ou tel accusé. On pouvait imaginer que le pouvoir fasse pression sur deux juges cambodgiens pour empêcher les poursuites.

Dans la première hypothèse au contraire, la voie "normale" est qu'il y a poursuite de l'accusé, même si les 3 juges cambodgiens s'y opposent. Il faut pour que l'accusation n'ait pas lieu qu'un juge étranger se range à l'avis des juges cambodgiens. Ce système donne donc un très grand pouvoir aux deux juges étrangers ndr].

## Le pouvoir aux juges étrangers

C'est la première option qui est choisie, c'est à dire que les juges cambodgiens, à eux seuls, ne peuvent pas s'opposer à la poursuite d'un accusé.

Il semble que des juristes aient déjà fait des objections.

"Les vrais juristes disent non".

Tel est en tous cas le compromis sur lequel se sont mis d'accord l'ONU et le gouvernement du Cambodge. Il leur appartient maintenant de le défendre.

Et reste à savoir ce que décidera l'Assemblée.

## Élections municipales : le plus vite possible quelque soit le système

Les élections municipales : le projet de loi est fait. A l'Assemblée nationale de discuter et de voter. Le gouvernement souhaite que ce soit le plus vite possible, sinon la politique de réformes prend du retard. Ce qui est là en jeu c'est un changement dans la démocratie locale.

Faut-il ou non que ces élections passent par les partis ? Pour choisir entre deux systèmes, on ne peut pas se passer des députés. C'est le pouvoir des députés d'en décider. Et on ne peut pas empêcher la rivalité naturelle existant entre les partis.

En ce qui me concerne, j'accepterais l'un ou l'autre système.

La vraie question posée : qui est le meilleur pour prendre les responsabilités ?

## L'affaire du stupa, coté Sam Rainsy

L'affaire du stupa relatée le 19 mai par Sam Rainsy, président du PSR, à l'intention de Sa Majesté le Roi :

"Le stupa a été érigé le 29 mars, inauguré par une cérémonie religieuse le 30 mars, et jeté dans le Mékong par un groupe de vandales (...). Le 1er avril, le gouverneur de Phnom Penh Chea Sophara nie (...) que la municipalité y soit pour quelque chose. Les députés du PSR restaurent donc le stupa et le remettent en place.

"Un mois plus tard, un soi-disant groupe de dissidents du PSR détruit le stupa.

"Nous en faisons construire un nouveau, et le mettons en place le 16 mai pour qu'il soit inauguré le 17 (Visak Bochea). Mais dans la nuit du 16, le stupa est emporté par des hommes en uniforme et jeté du pont de Chruy Chagwar dans le Tonle Sap. La mu-

nicipalité cesse de prétendre qu'elle n'est pas derrière cet acte sacrilège.

"Le matin du 17 mai, nous installons un nouveau stupa; la Municipalité envoie aussitôt des policiers armés pour le détruire.

Dans l'après-midi, nous installons un nouveau stupa (c'est la cinquième tentative)". C'est alors que Sam Rainsy a écrit une première lettre à Sa Majesté le Roi, demandant son intervention.

Le 18 mai, il écrit une seconde lettre demandant l'arbitrage de Sa Majesté le Roi.

"Nous pensons que le stupa doit être érigé en face de l'Assemblée nationale parce que c'est là qu'a eu lieu l'attentat, qu'il ne crée aucune nuisance à l'ordre ou à l'esthétique. Il montre au contraire que le Cambodge est un pays bouddhiste, libre et démocratique. Les familles des victimes demandent que les âmes des défunts reposent en paix. L'ordre de la municipalité de

construire ce stupa ailleurs est injuste. Le gouvernement a construit un mémorial aux "killing fields" de Chaung Ek (...). Dans la tradition khmère il n'y a pas d'endroit obligatoire pour ériger les stupas, on peut les construire n'importe où".

Le 19 mai, Sam Rainsy a été reçu par les représentants de Sa Majesté le Roi.

(source : cabinet du SRP, par e-mail, 19.5)

Il semble que le Gouverneur de Phnom Penh Chea Sophara soit d'accord pour s'en remettre à l'arbitrage du Roi.

[Observation : une issue ne serait-elle pas de dissocier la commémoration historique des aspects religieux et politique ? On scellerait une plaque commémorative sur les lieux de l'attentat, plus discrète que ce stupa de plus de 2m. et on érigerait le stupa avec les cendres des morts dans une pagode ...].

## A PROPOS ...

### Chine / Union européenne

L'accord intervenu entre la Chine et l'Union européenne le 19 mai rend très probable la prochaine admission de la Chine au sein de l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce (WTO). L'accord comporte notamment une réduction de 10 % des droits de douane chinois sur plus de 150 produits; des activités en forte progression comme l'assurance, les services informatiques, le téléphone

mobile ... vont s'ouvrir davantage aux capitaux étrangers (le niveau de participation étrangère restera limité à un maximum de 49 % pour le téléphone mobile).

### Chine-OMC : quelles conséquences ?

L'admission de la Chine au sein de l'OMC amènera la suppression des quotas qui limitent les exportations chinoises de textiles vers les Etats-Unis. Conséquence : la fin des investissements chinois dans des usines

au Cambodge ? Une concurrence dévastatrice de la Chine ? Ce n'est pas sûr, parce que, outre les délais pour que le nouveau système se mette en place, la Chine devra elle aussi observer les règles concernant les salaires et les conditions de travail, nous fait remarquer M. Sok Chenda.

### Route 6

Les 154 km Poipet - Sisophon - Siem Reap de la RN 6, actuellement en très mauvais état, vont être réhabilités par

un consortium dirigé par M. Khieu Kokass, selon la formule BOT. Le niveau des péages n'a pas encore été fixé. La concession a été signée pour 30 ans. Les travaux devraient être terminés en 2003.

### Routes d'Angkor

Le gouvernement va dépenser 2,5 millions de dollars pour réhabiliter les 61 km du réseau routier du parc archéologique et des environs, a déclaré le Premier ministre le 4 mai.





## Aviation civile

# POCHENTONG et SIEM REAP

Un entretien avec M. Joel VELASQUE, vice-président de la SCA  
et M. Philippe ROSE, directeur

**A**près 5 mois de négociations, c'est finalement la SCA, *Société Concessionnaire de l'Aéroport*, qui sera chargée de la gestion de l'aéroport de Siem Reap, comme elle l'est déjà de l'aéroport de Pochentong.

L'accord signé le 28 avril et rendu public le 12 mai par le ministre à la présidence du Conseil Sok An, principal négociateur du côté cambodgien, stipule qu'il s'agit pour Siem Reap d'une "gestion déléguée", et non d'une concession comme pour Pochentong. C'est à dire que les actifs ne sont pas transférés : le terrain, les bâtiments, sont loués - alors que pour Pochentong ils sont la propriété du concessionnaire pendant toute la durée de la concession. La SCA gèrera Siem Reap pendant la même durée que Pochentong, portée à 25 ans, soit jusqu'en 2020. Il est convenu qu'on renégociera en 2005.

### Pourquoi la SCA ?

Dans la décision prise par les autorités cambodgiennes de confier cette gestion à SCA, alors qu'il y avait d'autres candidats, plusieurs facteurs ont pu jouer :

- la compétence de la SCA - assistée par l'Aéroport de Paris;
- la volonté d'éviter une controverse : avec la politique d'"open sky" Siem Reap devient aéroport international. Pochentong perd donc son exclusivité d'aéroport international avant la date prévue par le contrat signé entre le gouvernement cambodgien : 2005. Cela risquait de remettre en cause l'équilibre économique des investissements

de SCA. Si le concessionnaire gère les deux aéroports, il n'y a plus de problème;

- la France investit beaucoup au Cambodge. Elle y prend des risques, elle démontre sa confiance, cela mérite considération;

- la SCA assure la gestion mais elle forme aussi les futurs responsables cambodgiens de cette gestion, elle prépare le Cambodge à prendre les commandes. Déjà une large part des responsabilités est prise par des Cambodgiens.

### Une gestion beaucoup mieux harmonisée

La gestion des deux aéroports internationaux du Cambodge par le même gestionnaire va permettre une stratégie bien meilleure que si chacun avait été géré séparément.

L'investissement sera appliqué là où cela sera nécessaire, de façon souple, en fonction de l'évolution de la demande.

Le "timing", le choix du moment le plus favorable, est très important pour une bonne rentabilité. Il ne faut ni trop devancer les besoins, ni être en retard.

L'évolution est très difficile à prévoir. Ainsi, lors des premiers accords concernant Pochentong on n'avait prévu ni la crise asiatique ni les événements de 1997.

On développera l'aéroport de Siem Reap en fonction des besoins : ouvertures de nouvelles liaisons directes avec des villes étrangères, arrivées de visiteurs.

### Siem Reap travaux de la SCA

Les travaux envisagés à

Siem Reap, dans le prolongement de ceux que l'ADB a financés, seront précisés dans un rapport qui sera soumis au gouvernement en juin. Les experts sont sur place.

Dès maintenant on sait que les améliorations porteront d'abord sur la sécurité et la sûreté.

Pour les travaux financés par l'ADB, ils ont commencé : nouvelle station de production d'énergie; nouvel éclairage de la piste; traitement des eaux; extension de la surface des bureaux. 9 millions de dollars ont été déjà dépensés.

Le terminal, environ 1500 m<sup>2</sup> actuellement, va passer à plus de 3000 m<sup>2</sup>. Les travaux commencent en juillet, pour un coût de 5 millions de dollars.

### Siem Reap saturé dans 18 mois

Le projet financé par l'ADB actuellement en cours est prévu pour un nombre maximal de 350 000 passagers. Les chiffres laissent prévoir que l'aéroport de Siem Reap sera déjà saturé vers la fin 2001. La création de nouvelles liaisons internationales y contribuera.

En même temps, Siem Reap change de nature : d'aéroport domestique, il devient à la fois domestique et international.

### Siem Reap arrivées+départs

1999	197 000
2000 (estim)	287 000
2001 (estim)	363 000
2002 (estim)	463 000
2005 (estim)	896 000

Selon d'autres estimations le million de passagers

(arrivées + départs) serait dépassé en 2005, Siem Reap aurait alors plus de passagers que Pochentong. De toutes façons, SCA s'inscrit dans la politique du gouvernement en faveur du développement du Tourisme : "Nous ferons tout pour que l'aéroport contribue à ce développement"

### Un nouvel aéroport à Siem Reap ?

Si l'on considère qu'il faut de 5 à 10 ans à partir des premières études pour qu'un nouvel aéroport voie le jour, le gouvernement royal est en droit de planifier le futur.

[voir à ce sujet, notamment sur un emplacement possible, les propos de S.E Vann Molyvann, cn n° 109 ndr].

Pour la SCA, le challenge, c'est l'aéroport actuel.

### Siem Reap Le programme de la SCA

Pratiquement la prise en charge de Siem Reap par la SCA commence le 1er juin. Le personnel du terminal, 80 personnes environ, sera conservé, les salaires seront augmentés pour être en harmonie avec ceux du personnel de Pochentong.

L'Aviation civile conserve le contrôle aérien.

La SCA pour sa part aura à :

- renforcer la sûreté et la sécurité : clotures (il ne faut plus qu'on puisse traverser la piste à vélo !), sécurité, badges, "screening" pour les bagages, portique, et formation du personnel : le niveau deviendra conforme aux normes internationales;
- améliorer la qualité des

(suite page 4)

## A PROPOS ...

### maïs

Une société coréenne installée au Vietnam a fait planter 3000 ha de maïs dans la province de Kompong Cham. Comme pour le projet *Proconco*, le maïs est destiné à être traité au Vietnam. La surface plantée pourrait passer à 20 000 ha.

### Élections communales

Elles pourraient avoir lieu en mars 2000, neuf mois après l'adoption des lois concernant l'administration communale et les

élections, actuellement à l'examen de la commission spécialisée de l'Assemblée nationale. Le financement pourrait être assuré au moins partiellement par la Communauté européenne.

Deux sujets à controverses : - le Comité Electoral National, présidé par M. Chheng Phon, qui avait été chargé des élections législatives, aura-t-il la même composition ? - Les élections auront-elles lieu au scrutin proportionnel, ou majoritaire ? Selon le président de la Commission spécialisée de l'As-

semblée nationale, Dien Del, le projet de loi ne fait pas mention d'un scrutin majoritaire.

### Loi anti-corruption

Elle attend depuis des années d'être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée, le point d'achoppement étant l'article qui fait obligation aux principaux responsables de déclarer tous leurs biens et revenus et ceux de leur famille proche, leur nature, leur localisation.

Un projet de loi rédigé par le parti de Sam Rainsy et rendu

public le 27 avril reprend ce point particulier et stipule en outre que toute fausse déclaration mise en évidence par une commission indépendante entraînerait la démission immédiate de l'intéressé.

### conférence de Sok Hach

Expert de la Banque mondiale, conseiller au CDRI, Sok Hach fera le 29 mai, à 18h30 à la salle de cinéma du Centre culturel une conférence sur le thème : "le Cambodge au lendemain de la réunion du CG à Paris".



# POCHENTONG et SIEM REAP

(suite de la page 3)

services : uniforme pour le personnel et meilleur niveau en langues étrangères, organisation des "flux", sièges ... - fournir aux agences de tourisme et hôtels des installations pour accueillir les passagers à la descente de l'avion;

- préparer le réapprovisionnement pour les avions (refueling);

- préparer l'avenir : équipements, informatisation, augmentation des surfaces disponibles, peut-être un terminal domestique nouveau ?

Les coûts ne sont pas encore chiffrés. Il faut aller vite de façon que la gestion soit correctement mise en place dès cette année, d'autant plus que des liaisons nouvelles doivent être ouvertes. Après Bangkok, Sukhotaï, Phuket, Ho Chi Minh, on parle de Shanghai, Hong Kong, Singapour ...

Siem Reap pourra recevoir des 737 à partir de juin 2001.

## Partage des recettes

Les recettes de la SCA seront constituées par :

- les taxes passagers;
- les droits d'atterrissage;
- le parking avions;
- l'assistance au sol.

Pour le gouvernement, les recettes seront constituées par :

- un pourcentage du CA qui passera progressivement de 7 à 9 %.

- S'y ajouteront : 30 % des profits;

- et une part de la taxe passagers (actuellement 4 dollars pour les destinations intérieures, 8 \$ pour les destinations internationales, tarifs qui pourraient être augmentés).

Pour la SCA, la maintenance de l'aéroport de Siem Reap avoisinera 250 000 dollars par an.

Au total, ces conditions du contrat Siem Reap sont plus favorables pour le gouvernement que celles qui concernent Pochentong : à Siem Reap le gouvernement touchera en définitive un peu plus de 50 % des profits. Un minimum de 400 000 dollars par an lui est garanti.

## Quelle rentabilité ?

Les investissements de SCA engagés pour Pochentong

dépasseront 100 millions de dollars, atteignant probablement 110 millions. Pour l'instant 50 ont été dépensés, sur une dépense "en cours" de 80 millions.

Les coûts de fonctionnement actuels sont tels que le cash flow positif, intégralement réinvesti depuis l'origine, ne couvre à ce jour ni les amortissements ni les intérêts des sommes investies.

Seule la présence d'un groupe international (GTM) actionnaire majoritaire de la SCA a pu permettre de faire face. Ainsi, pour ne pas ralentir le développement de Pochentong, le groupe GTM a-t-il dû fournir sa propre caution aux emprunts, ce qui n'est jamais le cas dans une concession. La SCA a fait ainsi le pari qu'elle retrouverait une rentabilité minimum dans les 10 ans qui viennent.

Bien sûr on peut considérer que maintenant le taux de croissance est correct, et que les bénéfices augmenteront. Mais les calculs sont très complexes, et il est impossible de prévoir des perturbations inopinées. "Ces chiffres font bien com-

## Arrivées à Siem Reap par voie aérienne

	1999	2000
Janvier	2 935	5 492
Février	3 055	7 115
Mars	3 114	6 906

## Pochentong + Siem Reap arrivées + départs

Janvier :	- 0.56 %
Février :	+ 33.95 %
Mars :	+ 20.40 %

Source : SCA

## Pochentong

Arrivées + départs  
4 mois 1999 / 2000

	2000	%
Bangkok	91 184	+ 9 %
Ho Chi Minh	44 160	+ 27 %
Singapour	26 558	+ 11 %
Kuala Lumpur	21 003	+ 14 %
Hong Kong	21 500	+ 63 %
Guangzhou	11 176	+ 56 %
Vientiane	3 468	+ 13 %
Autres	1 479	+ 8 %
total internat.	220 528	+ 19 %
total intérieur	89 671	+ 44 %
<b>TOTAL</b>	<b>310 199</b>	<b>+ 25 %</b>

On remarque, outre une forte augmentation sur les liaisons intérieures, les rapides progrès, sur les liaisons internationales, des destinations chinoises : Guangzhou + 56 %, Hong Kong + 63 %.

Le phénomène va s'accroître avec les nouvelles liaisons Shanghai - Phnom Penh : RAC depuis début avril (2 vols par semaine), et Shanghai Airlines à partir du 23 mai (1 vol par semaine, puis 2).

## Fret

3 mois 2000 / 3 mois 1999

A l'import pour les 3 premiers mois 2000, le tonnage est passé de 647 à 739 t : + 14 %;  
A l'export il est passé de 1276 t à 1554 t : + 22 %.  
95 % de l'export est constitué par des produits de Confection.

## Pochentong : arrivées + départs de passagers 4 mois 2000 / 4 mois 1999

	2000	1999	var en %
Bangkok	91 184	83 390	9 %
Ho Chi Minh	44 160	34 843	27 %
Singapour	26 558	24 028	11 %
Kuala Lumpur	21 003	18 367	14 %
Hong Kong	21 500	13 205	63 %
Guangzhou	11 176	7 166	56 %
Vientiane	3 468	3 079	13 %
Autres	1 479	1 370	8 %
total international	220 528	185 448	19 %
total domestique	89 671	62 140	44 %
<b>TOTAL</b>	<b>310 199</b>	<b>247 588</b>	<b>25 %</b>

## Arrivées à Siem Reap 3 mois 2000

<b>- de Pochentong</b>	
RAC	16 465
President Air.	6 092
PPW	3 527
<b>- de Ho Chi Minh</b>	
Vietnam Airl.	1 335
RAC	4
<b>- de Bangkok</b>	
Bangkok Airw.	18 010
RAC	164

(source Aviation Civile)

## Manœuvres autour d'un contrat

Selon une source anonyme, le contrat Siem Reap, et la présence française au Cambodge en général, agacent certains milieux américains, qui cherchent des alliés et porte-paroles parmi les responsables cambodgiens.

Le contrat Siem Reap a suscité aussi la mauvaise humeur du représentant de l'ADB dont le *Cambodia Daily* du 19 mai se fait le porte-parole. L'ADB n'aurait pas été mise au courant de ce contrat - ce qui paraît très invraisemblable - et menacerait de mettre un terme à la seconde phase des travaux (ci-dessus), une menace grave pour les entreprises contractantes.

Selon notre source, il est possible que dans cette affaire il y ait eu aussi tentative de la part de certains milieux poli-

tiques cambodgiens de déstabiliser le ministre Sok An.

En tous cas ce contrat, négocié depuis cinq mois entre le gouvernement cambodgien et la SCA, signé le 28 avril par le ministre Sok An, a fait l'objet, selon notre source anonyme, d'une vive critique en Conseil des ministres, exprimée par le Secrétariat d'Etat à l'Aviation civile. L'argument mis en avant : "les Cambodgiens peuvent gérer eux-mêmes, nous n'avons pas besoin des Français !".

Le Premier ministre Hun Sen, après un nouvel examen du dossier présenté par la SCA et un entretien avec le ministre français de la Coopération C. Josselin, en visite à Phnom Penh, a confirmé le lundi 15 mai les accords passés : SCA gèrera Pochentong et Siem Reap, pour la même durée.

Ce contrat renforce et prolonge considérablement la présence française dans ce secteur d'activité au Cambodge. Lorsque le moment viendra de construire un nouvel aéroport international à Siem Reap les Français seront bien placés, d'autant plus que la Lyonnaise des Eaux, dont fait partie Dumez-GTM, composante de SCA, est toujours prête à intervenir au Cambodge dans divers domaines (travaux publics, tourisme, etc ...), éventuellement à grande échelle.

Présents partout en Asie du Sud-est, où ils construisent notamment nombre d'aéroports, les Japonais auraient deux projets pour le Cambodge : à Kompong Speu et à Siem Reap. Verra-t-on une sorte d'"exception cambodgienne" en faveur de la France ?

c.n.





## enquête de conjoncture CONSTRUCTION - BATIMENT - EQUIPEMENTS

**Khaou Chuly / MKK**  
Khaou Phallaboth

Je suis très déçu par le faible niveau des investissements au Cambodge. Selon les chiffres du CDC : 30 millions de dollars approuvés pour les 4 premiers mois de l'année, contre 130 millions pour les 4 premiers mois de 1999. Alors qu'il nous faudrait 500 millions d'investissements réels par an, en plus de l'aide internationale. Je pensais que les choses allaient mieux, puisque la politique va bien, que les pays de l'ASEAN vont mieux. On prévoit 30 % de progrès pour le Tourisme, + 20 % pour l'investissement en général : on en est très loin ! Pourtant je crois au miracle khmer.

### Peu d'investissements : pourquoi

La crise asiatique fait encore sentir ses effets, de deux façons :

- à cause de la hausse des taux américains, la consommation américaine risque de diminuer, et les pays de l'ASEAN, très dépendants du marché américain en souffriraient. C'est pourquoi beaucoup d'investisseurs retardent leur décision. Nos partenaires thaïlandais, malais, coréens, font des vœux pour que la croissance américaine dure encore au moins deux ans, le temps que les finances publiques et les finances des entreprises se refassent ... Sinon la prochaine crise pourrait être "globale".
- d'autre part l'endettement dans ces pays demeure énorme. Les banquiers disent aux entreprises : "avant d'investir à l'étranger, payez vos dettes !".

En attendant que les investisseurs asiatiques reviennent, il faut attirer les Européens, les Américains, les Australiens ... encore circonspects. Nous avons la stabilité politique, c'est vrai, mais voici que l'insécurité réapparaît, que la corruption se fait plus apparente — parce qu'elle s'exerce sur un plus petit nombre de projets. Des compagnies comme Shell, Petronas, ... veulent partir. Caltex perd un

peu moins ... Il est certain que Sokimex aimerait rester seule !

Dans la construction, c'est la même chose : on souffre de "concurrents de la pénombre", certaines d'entreprises qui ont peu ou pas de structure. Il y a des chantiers importants sans appels d'offre, comme le Théâtre national, 3,5 millions de dollars ... Quant au projet de nouvelle Assemblée nationale pour 43 millions de dollars, c'est du

### ... et projets

Au nombre des projets :

- **la viabilisation de la cité hôtelière à Siem Reap**, 10 km de route et un pont, c'est un beau projet de 20 millions de FF financé par l'AFD; nous n'avons plus qu'un seul concurrent ...

- **la cimenterie du coréen Tong Yang** : le projet (150 à 200 millions de dollars) est retardé de 3 ans, les dégâts provoqués par la crise ne sont pas encore surmontés, et il

- **Beaucoup de projets en attente; un "pic d'activité" en 2000 ?**
- **Manque d'encadrement de haut niveau**
- **les "entreprises de la pénombre"**

délire ! Il y a plus urgent à faire.

Chez Khaou Chuly nous avons plus de 150 salariés, dont 6 à 7 expatriés. Nous avons besoin d'une ambiance saine, de transparence, alors que les autorités, le ministère, ne font pas un tri sérieux entre les sociétés réelles, responsables, qui ont un siège social fixe, et les autres. Je ne suis pas jaloux, je suis déçu.

Actuellement, des sociétés cambodgiennes sérieuses, qui ont un nom, des équipes permanentes, une vision à long terme, comme nous avons chez Khaou Chuly, qui pourraient être cotées en bourse, il n'y en a aucune. Dans 5 ans, peut-être 10 ou 12 ...

### Chantiers en cours ...

Nous avons actuellement quelques chantiers :

- le centre de cardiologie de Calmette, plutôt pour le prestige, pour le chiffre d'affaires, pour conserver le personnel en activité que pour le profit, qui sera inexistant;
- la rénovation d'un atelier de production pour BAT;
- un chantier à Phnom Penh pour une ONG SOS Children Village;
- le reliquaire de Oudong, qui contiendra les reliques actuellement dans le stupa devant la gare.

faut que les surcapacités thaïlandaise et malaisienne soient absorbées;

- **la ville nouvelle de Chroy Changwar**, projet en joint venture : gouvernement, le groupe malaisien Sunway et nous. Il appartient à la ville de Phnom Penh de faire les démarches pour faire partir les squatters et nous livrer le terrain. C'est un projet de grande envergure, qui concerne 450 ha de terrain, concédé pour 70 ans, et se développera sur 10 à 15 ans. La ville nouvelle comportera des quartiers de résidence, d'affaires, de loisirs, pour les ambassades, pour des industries légères ... dans un premier temps, on ferait là un golf, avec des résidences et des magasins.

- **un hôtel sur la route des temples à Siem Reap**, un projet de 10 millions de dollars en partenariat avec des Malaisiens. La construction a commencé, elle doit être terminée avant la fin de l'année. La conception est très originale, avec une approche "holistique", respectant l'esprit religieux ...

- **à l'École internationale**, où nous sommes partenaires de sociétés thaïlandaise et américaine, on va construire dans les tout prochains mois deux buildings, 21 appartements, qui seront suivis de 3 autres bâtiments en 2001.

Dans les mois qui viennent sera ouvert le club sportif, avec une très grande piscine, 6 courts de tennis, 1 terrain de baseball (le premier au Cambodge), un terrain de foot et de rugby, un grand gymnase et sauna ... tout cela sera ouvert au public.

L'école compte maintenant 100 élèves, nous espérons 150 à la prochaine rentrée, ce qui nous ferait passer le seuil de rentabilité. 15 millions de dollars ont été investis dans cette école, qui est la première du Cambodge à avoir le niveau international avec le concept de développement communautaire.

**Comin Khmère**  
P. Y. Catry

"Nous nous préparons pour un très prochain  
"pic d'activité""

Nous avons trois activités : trading, contrats d'installation, et maintenance.

- **Le trading** concerne : des générateurs, du matériel électrique, de conditionnement d'air, de traitement de l'eau. C'est une activité stable, ou en légère progression, plutôt facile à gérer.

- **Les contrats d'installation** : c'est un département important, avec 60 à 80 employés dont 4 expatriés. Nous avons maintenant des chantiers de plus grande envergure, par exemple l'installation de générateurs, de l'électricité et de la climatisation pour l'usine de Confection *Wing Thai*. Nous commençons à installer la climatisation pour *Ware Well*, une usine dirigée par des Indonésiens où on travaille dans de bonnes conditions. Nous venons de terminer pour *Clover Wilson* (Chinois de Hong Kong) l'électricité et la climatisation de tout le bâtiment. Nous assurons la maintenance pour *June Textile*, qui travaille pour des acheteurs exigeants : *Nike, Adidas* ... Ailleurs, les conditions de travail sont parfois très mauvaises, là où les propriétaires ne veulent pas faire d'investissements durables ...

Ces chantiers se terminent, et nous aurons ensuite sans doute un petit creux dans l'activité. Mais les projets sont si nombreux que nous sommes pratiquement sûrs d'avoir les 2, 3 ou 4 chantiers qui nous sont nécessaires. En fait nous prévoyons un

(suite page 6)



# CONSTRUCTION BATIMENT EQUIPEMENT

très prochain "pic d'activité".  
 Au nombre de ces projets : - hôtellerie à Siem Reap; -usine de Confection à Phnom Penh; - générateurs et climatisation pour le "gateway" de Mobitel à Takhmau (qui doit être terminé début novembre prochain); - des villas : électricité, climatisation, équipement de sécurité sonore, ...; - un projet particulier : l'équipement électrique, éclairage et son de la salle Chaktomuk, en cours de transformation en salle de congrès : il peut s'agir là d'un équipement très moderne avec micros, cabines de traductions, système video, éclairages, systèmes infra-rouge, automatisations diverses ... Il y a 3 ou 4 concurrents sur les rangs, mais *Comin Khmère* va devenir l'agent pour le Cambodge de *Philips*, qui est l'un des spécialistes mondiaux dans ce domaine ...

- **La maintenance** : il s'agit pour 60 à 70 % de climatisation, y compris la réfrigération (nous avons un frigoriste); aussi de générateurs les conversations avec SDMO pour un rapprochement n'ont pas abouti jusqu'ici); et de petites installations électriques : la demande est importante, et nous ne sommes pas encore armés pour y répondre.

Cette activité maintenance emploie 20 personnes et augmente sans cesse. Nous avons besoin de plus d'espace pour des ateliers, du stockage, et allons donc ouvrir de nouveaux locaux.

A Siem Reap, nous allons ouvrir un local, pour démarrer un chantier et pour une activité de

maintenance permanente. D'une façon générale nous nous préparons en vue d'une année à forte activité.

Quels sont les freins ? - Il faut pouvoir faire face financièrement (le système bancaire ne prête pas à des conditions acceptables); - la difficulté principale est le recrutement de cadres de haut niveau. Selon notre expérience, le mieux est de les faire venir de pays environnants : Indonésie, Philippines, ... c'est à dire déjà asiatiques, et moins chers que les cadres français qui ne s'adaptent pas toujours facilement aux normes, aux matériaux, aux technologies, aux personnels locaux.

## Bernard Thuylé

Directeur de TMS et 3C

"Pourquoi je m'en vais"

Établi au Cambodge fin 1996 après 3 ans au Vietnam, spécialiste des "corps d'état techniques", B. Thuylé a pris la décision de mettre fin aux activités de TMS *Technique Maintenance Services (chantiers de construction et maintenance)* et de 3 C (services, importation et distribution de matériels et de matériaux de construction), et de quitter le Cambodge "C'est une décision mûrement réfléchie, sans amertume ni hostilité envers qui que ce soit, personne ou entreprise, prise pour des raisons plus fondamentales.

## un marché très restreint

Après 3 ans, je vois clairement que le marché est très

restreint. De plus il est très compartimenté : il y a des chantiers thaïlandais, chinois, japonais ... qui travaillent exclusivement avec leurs réseaux propres; de sorte que la part que peuvent avoir les entreprises occidentales est mince, et pour cette part, il existe déjà trop d'entreprises françaises ou franco-cambodgiennes.

L'objectif, en créant TMS, était d'intervenir sur de gros projets et de faire venir "à la demande" des entreprises et des spécialistes de la Région Rhône-Alpes. Mais l'expérience montre qu'il y a peu de chantiers importants.

Pour se maintenir, il faudrait avoir foi dans l'avenir du pays, croire en un développement rapide, que je ne vois pas pour les 10 ou 15 ans qui viennent; je ne vois pas les investissements étrangers affluer dans un pays qui ne donne pas confiance.

## un encadrement médiocre

Une seconde raison a joué un rôle très important dans ma décision : pour être compétitif, il faut un encadrement d'expatriés locaux et là j'ai rencontré les pires déconvenues. On ne trouve sur le "marché" que des individus avec peu ou pas d'expérience, qui n'ont rien réussi auparavant, peu fiables, peu stables, avec peu de goût pour l'effort, alors qu'il s'agit d'activités très exigeantes. C'est dans ce domaine la pire expérience que j'aie connue, après avoir dirigé des chantiers en Argentine, en Uruguay, au Gabon, au Mali, en Irak, en Arabie saoudite, ... J'ai employé dans mon entreprise au Cambodge jusqu'à 70 personnes, mais je n'avais jamais eu cette ambiance globalement médiocre, et cela a cassé mon enthousiasme naturel.

Je remarque que l'encadrement n'est pas meilleur dans les autres entreprises du secteur. Il y a quelques bons éléments, mais "volatiles", qui s'en vont souvent, de sorte que l'activité d'une entreprise est fragilisée.

Il y a place au Cambodge pour quelques entreprises françaises et franco-cambodgiennes, qui ont des exigences de qualité dans un pays où les normes n'existent pas (comme LBL, *Comin Khmère*, ...). Je les estime, je leur souhaite bonne chance ... sans les envier.

## Manitel Tan Thann

"Les affaires changent d'envergure"

Société familiale créée en 1996, nous employons environ 12 personnes.

- en tant qu'entrepreneurs, nous réalisons de la "construction générale" : je suis moi-même architecte DPLG. Nous avons réalisé deux usines de Confection, des hangars, des bâtiments pour le logement des personnels, cela du haut de gamme jusqu'aux qualités courantes. Une spécialité : les structures métalliques préfabriquées Kirby, société dont le siège est au Koweït, basée au Vietnam pour la région. Ce procédé permet de réaliser des hangars de grandes portées, terminés en un mois. C'est nous qui avons réalisé le terminal cargo de Pochentong.

- nous sommes correspondants de bureaux d'études étrangers (français, australiens, vietnamiens ...) pour un rôle de consultants, d'études de pré-faisabilité (barrages, irrigation) et d'intermédiaires avec le marché local (je parle vietnamien, et les sous-traitants, maçons, électriciens, peintres, ... sont à 90 % vietnamiens).

- nous sommes distributeurs de produits pour le bâtiment : étanchéité, revêtements, chimie du bâtiment, peintures epoxy, ...

D'une façon générale je vois que les affaires changent d'envergure. Comme les investissements asiatiques semblent diminuer, selon les chiffres du CDC, je m'oriente vers les grands projets financés par l'étranger, australiens, japonais, par l'ADB, l'AFD... Entre les décisions de dépenses prises par les grands bailleurs de fonds et la réalisation, on a besoin d'études de pré-faisabilité !

Une difficulté : trouver de bons assistants (il faut tout contrôler, passer deux fois par jour sur les chantiers !) et de bons ingénieurs. Il n'en existe qu'un nombre très insuffisant, et ceux-là préfèrent souvent les bureaux climatisés au terrain; ils pensent aux backchichés ... Il existe de jeunes diplômés de qualité, mais il leur manque encore des années d'expérience ! C'est pourquoi j'ai des expatriés : Vietnamiens, Malais, Thaïlandais ... mais je crois que par prudence il ne faut pas avoir un personnel permanent important. ■

## INSTITUT PASTEUR

### Mise au point

Le Professeur Yves Buisson, Directeur de l'Institut Pasteur du Cambodge, nous fait parvenir la mise au point suivante :

"L'article paru dans le n° 134 de *Cambodge Nouveau* (page 6) dans la rubrique "Spécial Santé" sous le titre "Institut Pasteur - un entretien avec M. Yves Buisson, directeur", ne m'a pas été soumis avant sa parution.

"Mes paroles y ont été rapportées de manière approximative et souvent polémique dans un texte parsemé d'inexactitudes. Ce procédé est d'autant plus déplorable qu'il s'applique à un sujet extrêmement sensible et complexe, nécessitant une analyse rigoureuse et appelant des prises de position nuancées.

"Je décline donc toute responsabilité quant à la teneur des propos qui me sont attribués dans cette

publication".

Professeur Yves Buisson  
 Directeur de l'Institut Pasteur du Cambodge.

- Nous sommes désolés de n'avoir pas, en effet, pris par le temps et des difficultés techniques, soumis avant impression au Professeur Yves Buisson le texte incriminé, et désolés que ce texte soit "parsemé d'inexactitudes", alors justement que c'est le souci constant de *Cambodge Nouveau*, depuis six ans, de transmettre exactement aux lecteurs les propos des spécialistes. Dans cet esprit, *Cambodge Nouveau* serait tout disposé à corriger ces inexactitudes si le Professeur Buisson lui en faisait part, d'autant plus que l'actualité donne un surcroît d'intérêt aux sujets abordés dans cet entretien (diminution possible pour le tiers-monde du coût des médicaments utilisés contre le Sida). A.G.



# LIVRES et articles sur LA CHINE

L'Ouverture de la Chine  
Par J.L. Pin

Depuis la "révolution culturelle", depuis la mort de Mao en 1976, sous l'impulsion notamment de Deng Hsiao Ping, la stratégie de développement de la Chine a beaucoup évolué. On reconnaît le rôle des gens qualifiés, des scientifiques, des intellectuels; la nécessité de moderniser les entreprises d'Etat, et pour cela d'importer des techniques étrangères; de créer des zones économiques spéciales sur la côte, pour recevoir les capitaux des Chinois d'outre-mer.

En même temps on réforme : décollectivisation dans les campagnes (qui remporte un énorme succès), intéressement des entreprises d'Etat au profit, décentralisation et diminution du secteur étatique, ... Difficultés : faire respecter un état de droit alors que les institutions sont faibles; réformer le système bancaire; articuler le politique (décisions prises par le parti) et l'économique; lutter contre la corruption, ...

Ces réformes "rapprochent de plus en plus la Chine d'une éventuelle transition vers l'économie de marché" d'autant plus que depuis 1992, et surtout depuis 1994, la tendance s'accélère.

Voilà le schéma général.

Ce livre dense rassemble beaucoup d'informations précises : sur les principes qui animent cette "ouverture" et ces réformes; sur la stratégie et les outils utilisés; sur ses caractéristiques.

C'est ainsi que l'ouverture apparaît "fondamentalement asiatique". Depuis 1987-88 s'opère un "véritable recentrage asiatique" (surtout pour les exportations, un peu moins pour les importations) avec notamment le rôle rapidement croissant dans les échanges extérieurs chinois de Taiwan et de la Corée du Sud. 5 des 8 principaux partenaires de la Chine appartiennent à la zone Asie-Pacifique.

Une autre caractéristique : le rôle majeur de Hong Kong

dans les échanges extérieurs de la Chine : 42 % des importations et 56 % des importations chinoises passent par Hong Kong, et il ne semble pas que Shanghai malgré son spectaculaire développement menace cette prédominance. Une autre caractéristique de l'"ouverture" : les provinces chinoises y participent de façon très inégale : "à elles seules, les provinces du Zhejiang, Fujian, Guangdong et Hainan totalisent la moitié des exportations chinoises" - la croissance la plus rapide étant celle du Guangdong, de sorte qu' "il existe deux monde distincts ou deux Chines : l'une ouverte sur le monde extérieur, l'autre pas".

On apprend encore dans ce livre que les produits-clé des exportations chinoises sont les textiles, la Chine a le premier rang mondial pour les vêtements; mais aussi : machines de bureau, équipements de télécommunication, machines et équipements électriques (près de 21 % du total exporté), chaussures (53 % des importations américaines), jouets (55 %), ... Le succès du textile repose sur les coûts salariaux : "en 1992, le coût horaire de la main d'œuvre française dans le textile est 30 à 40 fois plus élevé qu'en Chine, pour une productivité 10 à 15 fois supérieure seulement. Dans l'habillement, le coût salarial moyen en France permettrait d'employer 35 Chinois". La comparaison est "valable aussi pour d'autres biens à fort contenu de main d'œuvre, notamment l'ensemble de la sous-traitance". Intéressant chapitre sur l'ouverture financière : mobilisation des capitaux, investissements étrangers, rôles de Hong Kong et du Japon, emprunts, investissements à l'étranger, endettement, rôle particulier du Guangdong ...

L'Ouverture économique de la Chine, par J.L. Pin, 198 p., La Documentation Française, 1999



## Chine : Au secours de l'ouest

Le contraste qui s'accroît entre les régions côtières de la Chine, en plein développement, et les provinces de l'ouest toujours pauvres, voire misérables, c'est le sujet d'

un récent article de la *Far Eastern Economic Review*.

Le gouvernement chinois a lancé en janvier une campagne sur le thème "Développer le Grand Ouest", qui risque de n'avoir guère de résultats, "noyée par une cacophonie de réthorique désuète, la libération de la pensée", le "politiquement correct", ...

Ce "Grand Ouest" qui comprend entre autres le Tibet et le Xinjiang, c'est plus de la moitié de la superficie totale de la Chine, c'est un quart de sa population, et plus particulièrement 80 % des minorités ethniques du pays.

Ces régions sont naturellement moins chanceuses : terre souvent ingrate, communications difficiles ... Et les efforts menés depuis longtemps et notamment par Deng Hsiao-ping pour développer les zones côtières ont fortement aggravé les différences.

Tandis que l'est poursuit et accentue sa marche en avant, l'ouest stagne ou recule.

En 1999, le PNB par tête, dans l'est, est tombé à 520 dollars en moyenne, soit à 40 % de ce qu'il est dans l'est, alors qu'il en représentait 56 % en 1983. Les populations de l'est, 23 % des Chinois, ne consomment que 13 % du total.

La campagne pour développer le Grand Ouest vise 6 provinces, 3 zones autonomes, et Chongqing. Si elle échouait (après bien d'autres : en 1956 déjà Mao voulait aider l'ouest à rattraper l'est), les conséquences pour le pouvoir central pourraient être "sérieuses", l'"agitation ethnique" pourrait s'aggraver. Les mesures consistent principalement à envoyer de l'argent aux provinces pauvres : 620 millions de renminbi pour le tourisme, 800 millions pour l'éducation, 400 millions pour les industries high-tech. La banque centrale a promis de faire passer en 5 ans les prêts accordés à ces provinces de 15 % du total actuellement à 20 % (soit à 195 milliards de dollars).

Ce qu'il faudrait, selon des responsables de l'ouest, c'est que le gouvernement central limite les privilèges accordés aux régions côtières. Plus que les capitaux, c'est la politique économique qui doit être réorientée.

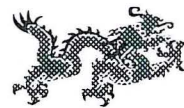
Sur les 300 milliards de dollars que l'étranger a investis en Chine depuis 1978, seulement 3 % l'ont été dans les régions de l'ouest. Ce n'est que depuis janvier que Pékin

a donné aux régions de l'ouest le pouvoir d'attirer les investissements étrangers; et accorde un "délai de grâce fiscal" de 8 ans aux sociétés étrangères qui délocalisent des productions dans l'ouest.

D'autre part, les provinces de l'ouest sont empêchées de vendre à l'est leurs surplus : de l'électricité pour le Sichuan, des céréales pour d'autres; tandis que les candidats à l'émigration vers d'autres provinces (5 millions chaque année pour le Sichuan) ne reçoivent pas de droit de résidence ...

La campagne actuelle "durer jusqu'à ce qu'on en voie les résultats", annonce Pékin. Cela pourrait prendre "au moins 30 ans" selon un journal du parti.

[D'après "Saving the West", *Far Eastern Economic Review*, 4 mai]



## Le Guangdong : nouvelle "silicon valley" ?

La province du Guangdong se développe particulièrement vite. Malgré une récente baisse du rythme, c'est là que 30 % des investissements étrangers se sont installés en 1999 (12,2 milliards de dollars); le Guangdong assure 40 % des exportations chinoises.

C'est dans le Guangdong qu'on trouve le plus de téléphones mobiles, d'ordinateurs familiaux. Pour les technologies de pointe le Guangdong est en tête parce qu'il y a de l'argent, que les chefs d'entreprise font appel aux technologies de pointe, et grâce à l'attitude très peu interventionniste des autorités provinciales, qui recherchent la coopération et la sous-traitance auprès des grandes compagnies comme AT&T, Motorola, ... Déjà 5 des 9 usines d'IBM en Chine sont dans le Guangdong. Le taiwanais Acer vient d'y ouvrir une usine de 50 mio de dollars. Au hardware succède maintenant le soft, que Hong Kong délocalise. Les grandes firmes occidentales (Intel, Microsoft, ...) maintiennent leur siège à Pékin, mais le Guangdong, c'est un peu la Silicon Valley de la Chine ...

[D'après "Southern Challenge", article paru dans la *Far Eastern Economic Review* du 16 mars]



## ME DIAS

### Début de la démobilisation

A Kampot, le 7 mai, 250 soldats ont été démobilisés, les premiers des 11 500 qui doivent l'être en 2000, suivis par 10 000 en 2001 et 10 000 en 2002. Chacun a reçu 240 dollars du gouvernement, 150 kg de riz, du poisson, de l'huile, du sel, et le transport jusqu'à son domicile. L'opération est assistée par la GTZ allemande.

[d'après Damneung Pel Lngeach, 9-10.5, trad. The Mirror].

### Finances dans le collimateur

A l'accusation portée par le Premier ministre contre son ministère d'être le plus corrompu de tous, qu'une demande de financement pour un projet de construction doit franchir 84 étapes et qu'il faut payer des backchiches, le ministre de l'Economie et des Finances Keat Chhon a répondu le 9 mai qu'il remerciait le Premier ministre Hun Sen de ses propos, comme d'une épée qui lui était donnée pour agir contre les fonctionnaires corrompus. "Je ne conteste pas que mes fonctionnaires commettent des actes de corruption. Mais de tels actes existent dans tous les ministères de notre pays, et dans les pays voisins, et dans le monde entier la corruption est

un très grave problème (...). Selon un sondage d'opinion réalisé par l'Association L'Idée Khmère, financé par la Banque mondiale, c'est le Conseil des ministres qui est le plus corrompu, suivi par le service des douanes du ministère des Finances. "Ce sondage ne me satisfait pas, a commenté M. Keat Chhon, il ne dénonce que ce qui est sous les projecteurs, il n'a pas été dans les coins sombres... Néanmoins je ne me dérobe pas, avec cette épée (les propos du Premier ministre) je vais agir contre les mauvais fonctionnaires, et aussi contre ceux qui ne paient pas leurs impôts".

[d'après Rasmei Kampuchea 11.5., trad. The Mirror]

### Assemblée nationale

La Chine a retiré sa promesse de financer la construction d'une nouvelle Assemblée nationale - en face du théâtre national du Bassac, sur 2 ha -, parce que le gouvernement coopère avec l'ONU dans la préparation du procès des khmers rouges. L'Assemblée doit en conséquence chercher un autre financement pour de nouveaux bâtiments qui coûteraient 47 millions de dollars. Selon le député SRP Son Chhay, "l'Assemblée devrait penser d'abord à faire des lois, à soulager les souffrances de la population, à légiférer contre la corruption". Faute du financement chinois, on rénove les bâtiments actuels,

travaux qui coûtent environ 420 000 dollars, financés par le gouvernement et des parlements étrangers.

[d'après Moneaksekar Khmer, 19.5, trad. The Mirror].

### Provinces

Hun Sen le 18 mai, au séminaire sur le second Plan de 5 ans pour le développement : les intellectuels, les gens qui ont un niveau de formation élevé et acceptent de travailler dans les provinces éloignées auront un salaire 5 fois plus élevé qu'à Phnom Penh.

[d'après Moneaksekar Khmer, 19.5, trad. The Mirror].

### Vietnam

Le Vietnam, pourtant riche en ressources naturelles, avec une force de travail éduquée et dynamique, est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde, et l'un des plus cor-

rompus. "Miné par les dissensions entre dirigeants, il glisse lentement vers un enlèvement économique profond".

La préparation du prochain congrès du parti, en 2001, fait apparaître la confusion et la paralysie de la politique. Cependant la campagne contre la corruption semble perdre de son énergie sans avoir apporté de grands résultats. Elle est maintenant transférée au niveau local. Le Premier ministre Pham Van Khai, réformateur, est la cible des conservateurs qui entourent le Secrétaire général du parti Le Kha Pieu.

Les projets d'investissements étrangers au premier trimestre n'ont atteint que 26 % de ce qu'ils avaient été au premier trimestre 1999.

[d'après Nayan Chanda "The War Within", Far Eastern Economic Review 4.5.]

CAMBODGE  
NOUVEAU  
le journal  
des  
désidérés  
votre  
meilleur  
investissement



directeur de la publication Chea Savuth  
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel  
Mise en pages Pen Mary  
Cartographie Sambath Houth  
Impression CIC Centre Informatique  
du Cambodge  
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

**CAMBODGE NOUVEAU**

est vendu sur abonnement seulement  
exemplaire gratuit sur demande  
tel 023 214 610 mob 012 803 410  
E-mail cn@forum.org.kh



**indochine**  
INSURANCE

**Service d'Assistance 24h/24**

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.

"La raison du plus fort est toujours la meilleure."!

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695



*Soyez exigeant,  
Choisissez*



**indochine**  
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge  
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet : www.indochine.net